



LA DÉCROISSANCE

ou oser dire qu'un autre monde est possible !

Mouvement politique
des objecteurs de croissance

Février 2012



SOMMAIRE

Introduction	p.3
Le constat : un monde en crise	p.3
Crise économique	p.4
Crise sociale	p.4
Crise de sens	p.5
Crise politique	p.5
Crise écologique	p.6
Face à ce constat, pistes de solution	p.6
Il faut sortir de la logique de la croissance	p.6
Pistes individuelles : la prise de conscience et la simplicité volontaire ;	p.6
Pistes collectives : créer des alternatives localement	p.7
Pistes politiques : quelle société voulons-nous ?	p.7
Pistes philosophiques : la culture et la question du sens	p.8
Quelques objections	p.8
La décroissance des pauvres	p.8
Le retour à l'âge de pierre	p.9
Le fascisme vert	p.9
Et le féminisme, alors ?	p.10
Qui n'est pas capitaliste serait communiste	p.11
Et le progrès médical	p.11
Vous voulez la mort de la sécurité sociale	p.11
Le réchauffement climatique ne serait pas dû à l'activité humaine	p.12
Seule la croissance pourrait augmenter le bien-être	p.12
Il existe une croissance verte	p.13
Faire du politique autrement	p.14
Sources et liens	p.15

Défenseur de la gratuité, le mpOC vous offre cette brochure. Mais si vous voulez soutenir notre action, sachez que son prix de revient est de 0,30 E.

La rédaction de ce guide a été réalisée sous la coordination de Marie-Eve Tries avec l'aide d'Alain Adriaens, François Lapy et Sylviane Mergelsberg.

Toute utilisation de ce texte est autorisée en mentionnant la source selon les règles des «licences creative commons»¹ selon CC-BY-NC¹

¹ http://fr.wikipedia.org/wiki/Licence_Creative_Commons



Introduction

Depuis deux siècles, on n'arrête pas le progrès, nous dit-on. Prévaut toujours ce mythe de l'homme prométhéen qui se libère du joug d'une nature cruelle pour enfin donner sa pleine mesure, cet homme qui, hier encore, était soumis aux famines, aux pénuries et aux maladies et qui s'en serait sorti par une magnifique marche vers le progrès...

Mais le mythe a un revers et la marche vers le progrès en arrive à n'être plus qu'une course au «toujours plus». L'homme semble libéré des caprices de la nature mais se rend compte qu'il l'a altérée de manière grave et que les conséquences pour lui sont redoutables. Et Prométhée est-il plus heureux maintenant ? Il semblerait que non. Stressé au travail, dépressif ou consommateur compulsif, il reporte l'absolu de son désir sur des biens matériels qui ne le satisfont que peu de temps.

Entre la crise financière et son cortège de mesures d'austérité, entre la croissance économique tant souhaitée et le cortège de croissance des inégalités qui lui répond, entre la crise écologique que l'on craint et les mesures qui semblent impossibles à prendre, il y a des alternatives. Le citoyen aura entendu parler de monnaies locales, de groupes d'achats solidaires de l'agriculture paysanne. Il aura peut-être visionné «*Un autre monde est possible*» de Keny Arcana², ou bien vu le film de Colline Serreau, «*Solutions locales pour un désordre global*». Ce citoyen-là sait que, derrière le mot-obus décroissance, on trouve la dénonciation la crise globale à laquelle nous faisons face. Il sait que le projet de la décroissance recèle tous les possibles et qu'il encourage à prendre sa place, à donner son mot, à nous mêler de ce qui nous regarde.

Le constat : un monde en crise

Nous faisons face à une crise majeure, à tous points de vue. Outre le fait que nous sommes en train de rendre notre planète impropre à notre survie et à celle de nombreuses espèces vivantes, nous faisons de nos pays des enfers économiques où les inégalités prévalent. Face à ce constat, les décideurs de tous bords (financiers, économiques, politiques...) tentent de remettre sur les rails un système moribond en

² http://www.dailymotion.com/video/xmeps_keny-arkana-autre-monde-possible_creation



utilisant les solutions mêmes qui causent sa perte. Les solutions proposées aggravent donc la crise et la situation de la Grèce actuellement est à bien des égards un exemple très éclairant. Pour en finir avec la crise, le seul chemin serait de sortir avec la logique croissantiste, laquelle nous apporte... la récession.

Crise économique

Il est effrayant de constater à quel point les marchés font la loi en Europe. Les agences de notation semblent faire la pluie et le beau temps. Pourtant, c'est bien la logique du «*toujours plus, toujours plus gros*» qui est à l'origine du problème. Quasi faillite de Dexia, fermeture de la phase à chaud à Seraing, tout ceci procède de la même logique : l'entreprise cherche des profits de plus en plus plantureux, se place au-dessus des Etats et finit par prendre trop de risques, ou par délocaliser sa production, laissant les Etats éponger les pertes et s'endetter. Bien entendu, après nous avoir expliqué que nous devons «*sauver les banques*», on nous explique maintenant que nous sommes responsables de la crise et que nous allons devoir faire des efforts !

Crise sociale

La rhétorique est bien rôdée : les chômeurs sont des profiteurs, les étrangers vivent aux crochets des Belges, les pensionnés vivent trop grasement et coûtent trop cher, les travailleurs insouciants dépendent de leur patron qui est bien gentil de les employer avec un coût salarial si élevé, et les fonctionnaires sont des fainéants en surnombre... Bref, nous finirions par croire que nous sommes coupables de prendre trois repas par jour en prenant quelques heures de repos dans un lit. Tous coupables... sauf les actionnaires qui engrangent de plantureux profits. Et pendant ce temps, au Nord comme au Sud, les inégalités sociales se creusent et la misère croît. Au même moment, les maladies liées au mode de vie occidental et aux diverses pollutions font des ravages : l'incidence de l'asthme, des allergies, de l'obésité mais aussi du cancer et des troubles neurologiques est en croissance constante. L'insécurité sociale frappe dur: nombreux sont ceux qui vivent des épisodes d'épuisement professionnel dus au stress et au rythme frénétique imposé par le diktat de la compétitivité. Nombreux aussi sont ceux qui ne trouvent pas de travail et vivent dans la honte.



Crise de sens

Entraînés dans le tourbillon du productivisme et du consumérisme qui est une fuite en avant, nous perdons conscience du rétrécissement de notre liberté qui en vient à se limiter à celle de choisir parmi des produits et à nous identifier à des marques commerciales. Le sens véritable de la vie, qui est quête en soi, est évacué du programme. Continuellement occupés, agités, divertis, nous n'avons plus le temps de réfléchir alors même que nous consommons des biens, des services et nos relations.

Les liens humains prennent place dans un système où le modèle proposé est de chercher notre plus grand profit, au détriment de la solidarité. Branchés sur des médias de masse qui procurent une illusion de présence, nous constatons avec impuissance notre difficulté d'être, tout simplement, avec nous-mêmes et nos semblables.

Crise politique

La poursuite effrénée de la croissance économique conduit nos dirigeants à mener des politiques quasi-équivalentes, à gauche comme à droite. Souhaiter la croissance conduit à ménager les intérêts financiers transnationaux au détriment des citoyens. Entre austérité de droite et rigueur de gauche, il semble ne pas y avoir d'alternative. Les grands choix de société sont la plupart du temps effectués sans les citoyens pour qui le politique perd de son sens. Nous sommes en quelque sorte dépossédés de notre pouvoir de décision et priés de nous taire après le rituel électoral.

Crise écologique

La crise écologique englobe en quelque sorte toutes les crises. Les dégâts causés par l'industrialisation sont innombrables : les êtres humains épuisent les ressources naturelles, font disparaître des milliers d'espèces, polluent l'air, l'eau et les sols, déciment les forêts, produisent tant de gaz à effet de serre que le climat se modifie. L'ensemble des pollutions, qu'elles soient chimiques, radioactives, électromagnétiques ou de toute autre nature, ont des conséquences incontrôlables et néfastes pour la vie humaine et la biodiversité. Tout indique que certains seuils d'irréversibilité sont dépassés ou en voie de l'être. Accroître encore plus les niveaux de pollution relève de l'inconscience et de l'irresponsabilité.



Les pays riches (Europe, USA, Japon...) dilapident les ressources naturelles à un rythme tel que si tous les habitants de la planète adoptaient le mode de vie que ces pays industrialisés font miroiter à travers le monde, ce sont trois à six planètes qui seraient nécessaires ! Les réponses politiques à ce propos, corsetées par la logique de croissance, sont tout simplement non pertinentes.

Face à ce constat : pistes de solution

Il faut sortir de la logique de la croissance

Le discours politique semble ne pas pouvoir tolérer la moindre alternative : il faut de la croissance, parce qu'il faut de l'emploi, parce qu'il faut... faire croître la production et la consommation, c'est-à-dire la croissance. Pourtant, nous l'avons démontré, ce système est mortifère, destructeur pour l'homme, son identité et son environnement. Il faut donc sortir du dogme de la croissance, cesser de penser qu'on va résoudre tous les problèmes si on augmente la production et la consommation de biens et de services. Cesser de croire aveuglément à cela, c'est s'arrêter et se demander dans quelle société nous souhaitons vivre, quelle est notre conception de l'homme, de la vie, du bonheur. C'est enfin accepter de nous confronter à nos propres limites.

Pistes individuelles :

la prise de conscience et la simplicité volontaire

La première manière d'agir est de prendre conscience du problème. La prise de conscience est à la racine de toute forme d'action visant à changer de paradigme. Après cela, tout devient possible. La première chose à faire est peut-être de tenter de vivre en cohérence avec sa prise de conscience. Se nourrir local et de saison en cultivant éventuellement un potager, pratiquer la sobriété énergétique (se chauffer un peu moins, utiliser son vélo ou les transports en commun plutôt que son véhicule, ou se déplacer à pieds pour les petits trajets...), éviter les produits des multinationales et boycotter au maximum la grande distribution, acheter d'occasion plutôt que neuf, réutiliser ou recycler plutôt que d'acheter et de jeter..., les possibilités sont nombreuses.



Certains voudront tenter une véritable démarche de simplicité volontaire. Il s'agira alors de tenter de se désencombrer matériellement pour retrouver de vraies valeurs, de ralentir son rythme de vie et de vivre pleinement le slogan «*moins de biens, plus de liens !*». Vivre avec moins permet aussi de travailler moins et d'expérimenter dans sa vie de tous les jours que ce n'est pas la course au toujours plus qui rend heureux mais que le bonheur est d'un autre ordre.

Pistes collectives : créer des alternatives localement

La prise de conscience qu'il faut changer de modèle donnera envie à certains d'expérimenter collectivement qu'un autre monde est possible. Groupes d'Achats Solidaires de l'Agriculture Paysanne, Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne, coopératives pour l'achat de terres comme l'association «Terre en vue», actions anti-pub comme dans l'asbl «Respire», potagers collectifs ou jardins partagés, cuisines communautaires, Systèmes d'Echanges Locaux, donneries et autres prêteeries sont des lieux où la gratuité remplace le marchand, où le lien prime sur le bien, où la solidarité prime sur la compétition et le chacun-pour-soi. Ce sont aussi des lieux où l'on peut vivre en cohérence avec ses convictions et mettre en pratique des moteurs de changement pour la société.

Pistes politiques : quelle société voulons-nous ?

Expérimenter individuellement ou collectivement qu'un autre monde est possible se heurte rapidement aux limites posées par les politiques en place. Soutenir un jeune agriculteur, c'est bien, mais encore faut-il qu'il trouve une terre où il puisse cultiver comme il l'entend. La solidarité locale, c'est bien, mais une sécurité sociale efficace et juste, c'est mieux ! Choisir individuellement de travailler moins, c'est formidable, mais ce serait plus formidable encore si l'on décidait collectivement de partager le temps de travail et les revenus qui y sont liés ! Toutes ces questions sont de l'ordre du politique : dans quelle société voulons-nous vivre ? A l'heure où le politique est une valeur qui tombe en désuétude, les objecteurs de croissance affirment qu'au contraire, se mêler de politique, c'est se mêler de ce qui nous regarde ! En effet, faire changer des lois, en créer de nouvelles, les faire appliquer, du niveau communal au niveau européen, tout ceci est l'affaire de tous. Souhaitons-nous une société soucieuse des limites environnementales, adoptant un mode de vie



soutenable en toute solidarité, une société faite d'individus égaux et responsables, contribuant selon leurs moyens et recevant selon leurs besoins, ou une société d'individus atomisés où certains se comportent comme des renards libres dans un poulailler libre ?

Pistes philosophiques : la culture et la question du sens

Nous sommes dans une société où tout se consomme, les biens, les relations, les individus et la culture. On consomme des spectacles, des expositions et de la musique commerciale en négligeant les artistes moins vendus ; on consomme des expositions temporaires dans des musées en négligeant le patrimoine que l'on côtoie chaque jour et qui pourrait nourrir nos réflexions et nos identités ; on se distrait dans des parcs conçus pour nous divertir au lieu de profiter du silence d'une forêt ; on préfère un club de vacances à un gîte au calme. Bref, on souhaite être divertis et non plus nous regarder en face, on dirige notre quête de sens vers un divertissement sans fin et toujours plus frustrant. Même les relations amoureuses sont consommées, nous sommes boulimiques d'amour et exigeant toujours plus de preuves. Les magazines nous présentent une sexualité telle que la nôtre par comparaison nous paraît bien plan-plan. Prendre conscience qu'il faut changer de modèle peut nous amener à un nouveau point de vue philosophique. Si nous libérions nos désirs profonds aujourd'hui vampirisés par la société marchande qui les utilise pour nous faire consommer plus, nous pourrions à nouveau nous poser la question du sens. La culture, le patrimoine, l'amour, l'amitié, la rencontre, le repos, tout cela prendra de nouvelles dimensions qui seront propres à chacun de nous et beaucoup plus diversifiées qu'un art de vivre bradé à vil prix dans une galerie commerçante.

Quelques objections

Régulièrement, des personnages plus ou moins médiatiques se prononcent contre la décroissance, estimant qu'elle n'est pas porteuse d'un projet de société cohérent et lui prêtant souvent des intentions qu'elle n'a pas : retour à la bougie, retour à la logique de survie, retour au système patriarcal... il y a lieu de s'attarder sur certaines de ces objections.



La décroissance des pauvres

C'est peut-être l'objection la plus fréquente : les objecteurs de croissance voudraient s'en prendre à l'Afrique et à l'Asie du Sud-est, empêchant les pays les plus pauvres d'accroître leur consommation ! La réponse est très simple : c'est nous qui devons décroître, nous les 20% qui accaparons les 80% des ressources disponibles. Nous devons décroître pour que ces pays puissent atteindre un niveau acceptable de bien-être, bref, pour citer Gandhi, nous devons *«vivre simplement pour que tout le monde puisse simplement vivre»*. De même, au sein de nos sociétés, l'objection de croissance ne s'adresse pas aux personnes qui vivent des minima sociaux mais bien aux personnes dont le comportement n'est pas généralisable à tous les humains sous peine d'épuisement accéléré des ressources. Pas de décroissance des pauvres, donc.

Le retour à l'âge de pierre

Lorsque nous parlons de décroissance, certains nous imaginent bizarrement entrer dans une logique de décroissance infinie comme si la seule alternative à la croissance à tout prix était la décroissance à tout prix. Nous répondons deux choses à cela :

- Nous ne sommes pas partisans d'un retour en arrière. Nous ne sommes pas des nostalgiques du bon vieux temps mais au contraire nous souhaitons regarder le présent et l'avenir en face, avec un point de vue rationnel sur la crise économique, politique, sociale et environnementale que nous vivons, sur la perte d'identité de l'humain, sur l'épuisement des ressources, sans imaginer que *«la technologie résoudra tous nos problèmes»*, ou *«qu'il suffit de laisser faire le marché»*. Nous refusons simplement d'aller de l'avant si devant, c'est le mur. Par contre, nous souhaitons ardemment aller de l'avant pour améliorer notre modèle de société.

- La décroissance à l'infini n'a pas de sens, tout comme la croissance infinie n'en a pas. La décroissance est un mot-obus, destiné à inciter à remettre en question le modèle dominant.

Le fascisme vert

Pour certains, souhaiter changer de modèle de société, c'est ne pas tenir compte des libertés individuelles, comme si nous voulions imposer une seule vision de la société.



- Nous ne souhaitons pas imposer nos idées mais, dans la logique démocratique que nous défendons, susciter une prise de conscience croissante dans la population.
- Les mouvements qui se disent objecteurs de croissance ont des projets de société très divers, parfois même au sein d'un même mouvement. C'est au contraire le système dominant qui ne propose aucune alternative à la société du profit.
- Dire cela, c'est aussi faire semblant de ne pas voir que, de nos jours, une multitude de personnes n'ont pas le choix. Faire passer la liberté individuelle au-dessus de toute autre valeur, c'est la logique du renard libre dans le poulailler libre en oubliant les victimes quand c'est très confortable d'être le renard. Il faut un équilibre entre la liberté de chacun qui doit être préservée et le bien-être collectif qui doit absolument être pris en considération. La liberté des uns ne s'arrête-t-elle pas où celle des autres commence ?

Et le féminisme, alors ?

Clairement, si l'on décide de faire soi-même plutôt que d'acheter, de faire le potager, de coudre les habits, de faire la cuisine, de cuire la popote du petit dernier au lieu de l'acheter toute faite, d'utiliser des couches lavables ou de se séparer d'une partie de l'électroménager, il va falloir que quelqu'un «fasse le ménage». Or, ce quelqu'un c'est souvent une femme. Cela conduit certaines féministes à jeter l'allaitement, les couches lavables et l'écologie avec le bébé et l'eau du bain. On les comprend : le retour au foyer et l'exclusion de la vie publique est un bien piètre avenir pour la femme.

Avant d'en arriver là, il faut se souvenir que nous vivons dans un contexte où la domination patriarcale est encore bien présente. Les diktats sur la beauté féminine, l'épilation et la minceur nous le rappellent chaque jour. Les femmes ont été mises sur le marché de l'emploi non pour des raisons de «libération» mais pour des raisons économiques. Depuis 1945, nous savons pourtant que non, le travail ne rend pas libre. Ce sont les revenus qui rendent libre, et la possibilité de choisir sa vie en conscience et non selon des contraintes financières insoutenables. Les féministes comme Elisabeth Badinter oublient aussi trop souvent que les femmes occupent les emplois les moins rémunérateurs et les moins gratifiants. Est-il vraiment utile à la cause des femmes d'aller travailler



pour prendre ensuite... une femme de ménage ou une gardienne pour le petit dernier ?

Il existe d'autres moyens que le travail pour garantir l'égalité économique et politique entre les genres. Le revenu inconditionnel d'existence est l'un de ces moyens : on reconnaît que quelqu'un qui s'occupe de ses enfants, de ses parents âgés, ou est actif dans une association fait un véritable travail. Peut-être si ce travail était reconnu à sa juste valeur, les messieurs s'y mettraient-ils plus volontiers ? En tous cas, notre société est étrange qui considère qu'il vaut mieux s'occuper du bébé d'une autre en étant payée que du sien en ne l'étant pas, ou pire, qu'il vaut mieux faire un travail nocif (fabriquer des armes, spéculer pour une entreprise, travailler dans la publicité...) que d'élever ses enfants ou accompagner ses parents âgés !

Qui n'est pas capitaliste serait communiste

Certains disent que contester le système capitaliste actuel, ce serait être communiste et vouloir en revenir à la société soviétique. Une telle contre-vérité n'est qu'une tentative de tuer dans l'œuf toute contestation sociale, par la mauvaise foi et sans argument valable.

Et le progrès médical ?

La croissance aurait permis le progrès médical qui sauve maintenant des vies. La guerre aussi a permis des progrès médicaux, est-ce pour autant qu'elle est bonne ?

L'analogie avec la guerre n'est pas aussi gratuite qu'elle n'en a l'air : plutôt que de tenter de soigner cancers et asthmes, peut-être eût-il mieux valu que notre mode de vie ne les provoque pas. En effet, obésité, asthme, stress au travail et *burnout*, cancers, maladies neurologiques sont en constante augmentation, conséquence de notre mal vivre, notre malbouffe et notre mal consommation. Le progrès médical doit aussi être relativisé fortement : il se dirige actuellement vers une attitude discutable qui vise à faire consommer des soins à des personnes en bonne santé. Souvenons-nous de l'affaire du vaccin contre la grippe H1N1 ! Enfin, qui dit progrès médical dit « technologies » et des remèdes simples sont oubliés au profit de la dépendance aux firmes pharmaceutiques.



Il est impossible de redistribuer des biens qu'on ne produit pas : vous voulez la mort de la sécurité sociale !

Durant les années de croissance, on a préféré faire grossir le gâteau que de réfléchir à la manière dont on allait le partager. En faisant grossir le gâteau, certes, la part de revenus aux plus faibles allait augmenter, mais on ne s'est pas inquiété du goût et de la composition de ce dernier... Si on laisse le gâteau dans proportions raisonnables, on pourra enfin se poser les questions des ingrédients de celui-ci (réfléchir à la place du travail, au modèle idéal de soins de santé, à la qualité de l'alimentation...) et de son partage. Les années de croissance que nous venons de vivre n'ont pas «sauvé» la sécurité sociale, que du contraire, elle est de plus en plus mise à mal. Cette réalité s'explique par l'ouverture des frontières avec le tout au marché. Cette nouvelle donne a déclenché une course effrénée à la compétitivité. Les (charges) cotisations sociales sont accusées de tous les maux dans cette guerre économique car elles affecteraient la compétitivité des entreprises. Sans harmonisation fiscale et sociale les Etats jouent aux réductions de charges en tout genre pour attirer les entreprises, dans une véritable course vers le bas, le moins social étant le plus compétitif. Résultat, le financement de la sécurité sociale pose un réel problème structurel. Pour les théoriciens et tous les partis politiques actuels seule la croissance permettrait de financer la sécurité sociale. Cette politique du passé n'a aucune pertinence et n'apporte aucune solution au problème structurel de financement de la solidarité dans un monde soumis aux lois du marché.

Le réchauffement climatique ne serait pas dû à l'activité humaine

La question essentielle est *«qui dit cela, à partir de quelle position sociale?»*, question trop souvent négligée. On sait que les multinationales paient grassement des experts pour dénigrer ou jeter la suspicion sur les thèses scientifiques qui viennent perturber ou contredire la marche de leurs affaires, notamment celles qui démontrent les dérèglements climatiques, l'effondrement de la biodiversité et la pollution. Mais comme nous vivons en démocratie, personne ne peut empêcher quiconque de continuer à affirmer que la Terre est plate...

Seule la croissance pourrait augmenter le bien-être

Si c'était vrai, nous serions plusieurs fois plus «heureux» que nos grands-parents, ce qui, en général, n'est manifestement pas le cas. On confond



bien-être et possession et/ou consommation de biens. Ce dogme est tellement ancrée dans nos comportements que nous en oublions les autres formes de bien-être : en achetant un bien ou en disposant d'une voiture, nous sommes persuadés d'augmenter notre bien-être sans même avoir examiné l'autre côté de la balance : pour payer ces biens, combien de temps avons-nous sacrifié à du travail contraint au lieu de le consacrer à notre famille, à nos amis, à nos loisirs ? Combien l'usage de ces biens nous coûtera-t-il encore (abonnement, électricité ou carburant, entretien, réparation, taxes, assurances, etc.) ? La fabrication, l'usage puis l'abandon de ces biens engendrera aussi des coûts indirects (infrastructures, pollution, traitement des déchets, etc.) que nous payerons, au moins en partie, par nos impôts, voire par une détérioration de notre santé.

Si la croissance améliorerait le bien-être, elle nous aurait offert toujours plus du bien le plus précieux et le moins renouvelable : notre temps de vie, tout à l'opposé de l'absurde slogan «*travailler plus pour gagner plus*». Enfin, la croissance, au service du profit immédiat, ignore totalement notre bien-être futur, alors que le dérèglement du monde est de plus en plus évident.

Indépendamment de toute considération de responsabilité morale, écologique ou autre, la surconsommation (et donc la croissance qu'elle alimente) fait de nous de piètres chercheurs de l'optimum de bien-être.

Il existe une croissance verte

La société de croissance n'est pas équipée pour être verte, pas plus qu'un scorpion n'est équipé pour éviter de piquer : il est dans la nature du capitalisme de chercher toutes les opportunités pour faire croître les profits. A ce titre tous les coûts liés à la protection de l'environnement sont généralement un frein aux profits du capitalisme : une production plus soucieuse de l'environnement ne l'intéresse que dans la mesure où il en tire profit et qu'une telle reconversion lui permet de croître. Si certaines réalisations revendiquées par les partisans de la croissance verte peuvent amener provisoirement un mieux au niveau de la gestion de nos ressources, la croissance verte en elle-même ne peut être une solution à terme si elle n'est qu'un nouveau moyen de relancer sans fin la machine de production. Un autre système doit être mis en place pour tenir compte des contraintes sociales et environnementales : une croissance verte dans le modèle actuel c'est le loup déguisé en brebis.



Faire du politique autrement : le Mouvement politique des objecteurs de croissance

Les membres du Mouvement politique des objecteurs de croissance ont décidé de ne pas participer aux élections mais de s'organiser pour sortir de la condition de consommateur/producteur dans laquelle l'organisation économique toute entière s'efforce de nous maintenir.

Le Mouvement politique des objecteurs de croissance développe son identité et ses propositions sur quatre axes complémentaires :

1. la création de liens de solidarité parmi les objecteurs de croissance et entre les objecteurs de croissance et tous ceux qui le souhaitent ;
2. la proposition et la construction d'alternatives, qu'elles soient de l'ordre des idées ou des pratiques ;
3. la résistance à la logique de la croissance et du productivisme ;
4. la participation active au débat public et politique pour y porter les analyses et les expériences du Mouvement.

Le Mouvement réalise ses actions avec l'objectif de contribuer activement et fortement à l'émergence d'une société solidaire, soutenable, heureuse et la plus libre possible. Son projet se veut émancipateur et promeut notamment la relocalisation de l'économie, l'autonomie alimentaire et énergétique, une économie du réparable et du recyclable, la lutte contre tous les gaspillages et donc la fin de l'obsolescence organisée, des services publics ou non-marchand d'intérêt collectif, la coopération, l'autonomie et la démocratie directe, le respect et la protection des diversités culturelles et biologiques, le partage équitable des richesses.

Nous affirmons que « le politique » est l'affaire de tous et de chacun, que nous devons nous mêler de ce qui nous regarde et prendre les responsabilités qui nous incombent, pour regagner collectivement la maîtrise de nos existences.



Sources et liens

- Manifeste du Mouvement politique des objecteurs de croissance : <http://www.objecteursdecroissance.be/spip.php?article5>
- Argumentaire du Mouvement politique des objecteurs de croissance : <http://www.objecteursdecroissance.be/spip.php?article196>
- Les Amis de la Terre : <http://www.amisdelaterre.be>
- Paul Ariès, *Décroissance ou barbarie*, éditions Golias, 2005.
- Paul Ariès, *No Conso, manifeste pour une grève générale de la consommation*, éditions Golias, 2006.
- Paul Ariès, *Décroissance ou récession, la décroissance vue de gauche* (sous sa direction), Parangon, 2012
- Ivan Illich, *La convivialité*, 1973
- Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et Une Nuits, [2007](http://www.milleetunes.com/2007)
- Serge Halimi, *Le Grand Bond en arrière*, Fayard, 2004
- <http://www.lapetiteradio.org/spip/index.php>
- <http://www.la-bas.org/>
- <http://rezo.net/>
- <http://contreinfo.info>
- <http://www.decroissance.org/>
- Journal « La décroissance » (<http://www.ladecroissance.net/>)
- Revue «S!ence»
- <http://www.econospheres.be/spip.php?mot81>
- <http://www.lalibre.be/societe/planete/article/718295/trouver-une-terre-la-galere.html>
- <http://www.respire-asbl.be/>
- http://www.dailymotion.com/video/xmeps_keny-arkana-autre-monde-possible_creation
- Colline Serreau, « solutions locales pour un désordre global »
- <http://eco-transitions.blogspot.com/>



Bulletin d'adhésion au Mouvement politique des objecteurs de croissance

à faire parvenir Rue d'Edimbourg 26, 1050 Bruxelles

Je soussigné-e

Nom:..... Prénom:.....

Adresse:.....

Code postal:..... Commune:.....

Informations optionnelles :

Adresse courriel:.....

Tél. fixe:..... GSM:

membre effectif (je souscris au manifeste et aux statuts)

membre sympathisant (je souscris au manifeste)

Je m'engage à payer la cotisation annuelle sur le compte du Mouvement politique des objecteurs de croissance, 523-0803113-28. Le montant de la cotisation est de 30 € et de 12 € pour les personnes à faible revenu - en cas de difficulté de paiement, contactez le trésorier:

argentier@objecteursdecroissance.be

DATE:..... SIGNATURE :

• **Vie privée** : le Mouvement s'engage à n'utiliser les données personnelles fournies par ses adhérents que pour les besoins exclusifs de sa communication et de ses activités internes.

• **Adresse courriel** : le courriel est notre moyen de communication préféré pour vous contacter à ce jour de la mise en place de notre organisation (convocations aux assemblées générales, lettres d'information...). Si vous n'en avez pas, vous recevrez les convocations et de l'information par voie postale ; merci d'essayer cependant de nous fournir l'adresse courriel d'un-e de vos amis-es.

